

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Arrondissement de
Commune de

Arrêté municipal
portant autorisation d'ouverture d'un
établissement recevant du public

Le Maire de la commune de **BISCHOFFSHEIM**.....

VU le décret n° 54-856 du 13 août 1954, modifié le 13 septembre 1955 et notamment ses articles 18 et 30,

VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 23 mars 1965, modifié le 4 mars 1969, portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1971,

VU la demande formulée par le bénéficiaire de la présente autorisation le

VU l'avis de la Commission consultative départementale de la Protection Civile,

ARRETE :

Article premier

Est autorisée l'ouverture de (1) **Eglise paroissiale Ste Aurélie**.....
situé à **BISCHOFFSHEIM**..... rue **Place de l'Eglise**.....

Article 2

La présente autorisation d'ouverture est accordée à **la Commune**.....
demeurant à
responsable de l'utilisation dudit établissement au regard de la réglementation du décret du 13 août 1954 et des règlements pris pour son application.

Article 3

L'établissement est soumis aux dispositions générales visées au titre II du règlement de sécurité du 23 mars 1965.

(1) Type de l'établissement ou raison sociale.

Article 4

L'établissement est soumis aux dispositions particulières suivantes du même règlement de sécurité :

Titre **IV** Chapitre **XI - lieu de culte** Catégorie **3** Effectif **600 pers.**

..... théorique du public

Titre Chapitre Catégorie Effectif

..... théorique du public

Titre Chapitre Catégorie Effectif

..... théorique du public

Article 5

Sont annexés au présent arrêté:

- a) un extrait des principales dispositions générales et particulières de sécurité,
- b) un plan sommaire de l'établissement indiquant les sorties et dégagements.

Article 6

Cette autorisation est donnée sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et après avis de la Commission consultative départementale de la Protection Civile du

Article 7

L'exploitant devra informer le Maire des transformations et aménagements qu'il voudrait apporter à l'état des lieux tel qu'il a été constaté au procès-verbal de visite précédant la présente autorisation.

Article 8

Une ampliation du présent arrêté et ses annexes seront insérées dans le registre de sécurité de l'établissement.

Article 9

Le bénéficiaire de la présente autorisation adressera deux exemplaires de l'accusé de réception de l'autorisation d'ouverture au Maire qui en retournera un à la Commission consultative départementale de la Protection Civile.

Fait à **BISCHOFFSHEIM**, le **21 janvier 19**

Le Maire,

